

Daniel Bensaïd

## L'art d'accommoder les restes (de Mai)

« Que reste-t-il de Mai 68 ? » Pour Henri Weber, « les événements » de Mai se caractérisent par leur dimension internationale, par leur dynamique générationnelle (« sa force motrice n'est pas une classe sociale mais une classe d'âge »), et par leur visée « démocratique et libertaire ». Tout ceci ne dit pas ce qui, dans « les événements » au pluriel, fait du Mai français un événement singulier, qui étonne encore.

Ces trois caractéristiques se retrouvent en effet dans toutes les mobilisations des campus universitaires de l'époque. La modernisation des mœurs s'inscrit dans des tendances lourdes qui ont fini par s'imposer, de la Suède social-démocrate à l'Espagne postfranquiste, sans qu'on en fasse toute une histoire. Ce qui fait le rayonnement de Mai 68, son irréductible singularité, c'est précisément le conflit de classe sur lequel, débouche le mouvement étudiant : sous les pavés, bien mieux, que la plage, la grève (générale) !

On a souvent voulu voir dans les « fortes-resses ouvrières » occupées le dernier épisode de la grande légende prolétarienne du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est une part de vérité. L'autre part est terriblement actuelle ; il s'agit aussi de la première grève générale d'une société salariale (où plus des deux tiers de la population active sont salariés) ; elle affecte non seulement les lieux traditionnels de production, mais toutes les sphères de la circulation (banques, commerce), de l'information (ORTF), de la reproduction sociale (éducation, santé, culture). C'est, en somme, la première grève générale du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le regard porté sur « les événements » détermine le bilan que, trente ans après, on peut en tirer. Pour Henri Weber, il est « largement positif » dans la mesure où, « au milieu des années soixante-dix, la société française est devenue beaucoup plus libérale, plus démocratique, plus hédoniste, plus solidaire, plus égalitaire ». Il déplore en revanche « le vif retour de flamme de la culture révolutionnaire et de l'anticapitalisme de principe », le « regain de l'idéologie de lutte des classes », et « les rigidités introduites dans l'économie ».

Ce jugement est idéologiquement typé : ce qui profite au mode de vie des couches moyennes est forcément positif, alors que les conquêtes sociales des salariés représentent des entraves négatives (« des rigidités ») au fonctionnement performant du capitalisme libéralisé. Par-delà l'autocélébration narcissique d'une génération parvenue – mais dans quel état ! – aux affaires, la portée de l'événement tient au contraire à son épaisseur sociale, aux résistances qu'il construit, à la mémoire collective qu'il nourrit ; à tout ce qui fait ainsi qu'une majorité de la population sympathise avec les grévistes de l'hiver 95 et s'obstine à défendre les principes de solidarité attachés au système de protection sociale ; à ce qui fait aussi que, dans un pays où un parti xénophobe recueille plus de 15 % des suffrages, les citoyen(ne)s descendent dans la rue par centaines de milliers pour défendre l'hospitalité contre les lois Debré.

Constatant la dégradation des rapports de forces économiques et sociaux depuis une quinzaine d'années, Henri Weber se console en soulignant que « ces retournements majeurs ont peu affecté encore les conquêtes démocratiques et hédonistes de Mai 68 », qui « ont mieux résisté aux rigueurs du temps ».

Conquêtes pour qui, et au profit, de qui ? Il est trop commode d'imputer aux « rigueurs »

climatiques l'inventaire désastreux de quatorze ans de mitterranderies et de mitterrاندages en tout genre, de loyale gestion social-démocrate, de culte sacrificiel, du franc fort. Trois millions de chômeurs, sept millions d'exclus, 10 % des salariés au-dessous de 3500 francs mensuels, et un Front national qui envahit la scène politique... Mais l'hédonisme se porte bien !

Quant à la démocratie, comment prétendre qu'elle en sort indemne ? On invoque d'autant plus la citoyenneté à toutes les sauces (de la « culture citoyenne » à « l'entreprise citoyenne ») qu'elle devient introuvable. On invoque d'autant plus la République que, de privatisations en abandons de souveraineté, on la vide de son contenu et sacrifie l'espace public aux appétits privés (plus propices aux effusions hédonistes).

Sans craindre de se contredire, Henri Weber en convient : « Paradoxalement, l'évolution des conditions objectives justifierait beaucoup plus qu'en 1968 une explosion généralisée des luttes. » On ne le lui fait pas dire. Si une telle explosion est justifiée, il faut s'employer à la préparer. Car le monde ne va pas mieux qu'il y a trente ans. Il est toujours aussi nécessaire – et encore plus urgent – de le changer avant qu'il ne nous écrase. À moins de considérer que « le capitalisme démocratique » est devenu à son tour « l'horizon indépassable de notre temps », la fin éternisée de l'histoire dans son apothéose marchande.

« Si les générations heureuses, conclut Henri Weber, sont celles qui ont réalisé au moins en partie les idéaux de leur jeunesse, la génération de 1968 n'a pas trop lieu de clamer sa douleur. » Nous ne partageons décidément pas ces béatitudes et cette glu générationnelles. On connaît la chanson de tous les revirements : nous n'avons pas changé, c'est la vie qui a

changé... Elle a bon dos, la vie. Nous voulions d'un monde où le droit à l'existence (à l'emploi, à la santé, à l'éducation pour tous) prime le droit de propriété, où les besoins sociaux l'emportent sur la logique du profit, le bien public sur l'intérêt privé. Le social-libéralisme au pouvoir aboutit au résultat rigoureusement inverse. Nous avons crié : « les frontières, on s'en fout ! Nous sommes tous des Juifs allemands... », et la gauche gouvernante et bour-

geoisante expulse les sans-papiers qui demandent loyalement leur régularisation, et l'Europe libérale dresse les nouveaux miradors de Schengen... Nous nous étions réjouis de voir flamber la Bourse au sens propre, et les soixante-huitards recyclés jubilent désormais de voir flamber le CAC 40...

« Les agnostiques et les sceptiques, les modérés et les pondérés, les prévoyants et les prudents ont sans doute dit et fait moins de bêtises,

c'est surtout parce qu'ils ont moins fait », soupire nostalgiquement Henri Weber. Nos régents et nos gérants sont les modérés et les pondérés d'aujourd'hui. Leur utopie du moindre mal n'est pas la moindre des utopies.

Ce n'était donc vraiment qu'un début. C'est la suite, bien sûr, qui devient intéressante. Et la fin, qui n'en finira pas. C'est pourquoi nous continuons ce combat.

*Le Monde*, 2 mai 1998